



COP27
SHARM EL-SHEIKH
2022 EGYPT

COP27 : l'Égypte peut-elle donner un nouveau souffle aux conférences climat ?

Thibaud VOÏTA

► Points clés

- Les chantiers inachevés de la COP de Glasgow, l'aggravation de la crise climatique, les tensions sur les marchés des hydrocarbures et les risques de récession économique laissent présager d'une COP27 particulièrement difficile.
- Cette COP de Charm-El-Sheik est néanmoins la première hébergée hors du continent européen depuis 2016 et également la première sous l'égide d'une ONU Climat en pleine mutation.
- Elle a lieu sur le continent africain et, tout comme la COP28 présidée ensuite par les Émirats arabes unis, se tient dans un pays qui se veut être un *hub* de toutes les énergies. Dès lors, le rôle du gaz dans la transition énergétique s'impose comme un sujet central.
- Enfin, ces mêmes pays poussent pour une contribution supérieure des pays riches à la lutte contre le changement climatique, en particulier dans le domaine du financement de l'adaptation, et pour une accélération des efforts de mise en œuvre (et non des annonces de nouvelles ambitions).

Introduction

La COP26 qui s'est tenue fin 2021 à Glasgow était annoncée de manière emphatique comme « le dernier meilleur espoir pour le monde de travailler ensemble¹ ». Ces espoirs ne pouvaient qu'être déçus² : les images du président de la COP26, Alok Sharma, en larmes lors de la clôture des négociations, les appels à l'aide de plusieurs îles-États dont l'existence même est menacée, le grognement de la société civile en furent les multiples illustrations. Les canicules, sécheresses et incendies que la plupart des pays du G20 vécurent lors de l'été 2022 ou encore la publication des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) accentuèrent ce sentiment d'inaction climatique, malgré des engagements sans précédents de neutralité carbone. Pire, les négociations de Bonn en juin 2022 laissèrent apparaître des positions qui semblent irréconciliables, laissant présager une COP27, hébergée par l'Égypte à Charm-El-Sheikh en novembre 2022, particulièrement difficile³. Cette COP27 est la première du nouveau chef de l'ONU Climat (nouveau nom de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques – CCNUCC) et aussi la première qui se tient hors du sol européen et dans un pays en développement depuis 2016. Enfin, les crises énergétique, économique et géopolitique font également craindre une dilution des stratégies de mise en œuvre des engagements, la sécurité des approvisionnements et le soutien à l'activité économique risquant de prendre le pas sur les politiques de décarbonation.

ONU Climat et les COP en pleine mutation

Cette COP sera la première de Simon Stiell, nommé en août 2022 Secrétaire exécutif d'ONU Climat. Il remplace Patricia Espinosa, qui avait pris ses fonctions quelques mois après la COP21 et dont le bilan apparaît en demi-teinte, en grande partie à cause d'événements sur lesquels elle n'avait, par ailleurs, aucune influence : départ (puis retour) des États-Unis de l'Accord de Paris, crise du Covid-19, en plus d'un cancer. Le choix de Simon Stiell, jusqu'alors ministre de l'Environnement et de la Résilience climatique de Grenade a quelque peu surpris et constitue un signal fort : l'homme vient d'un pays particulièrement vulnérable au changement climatique. Il s'est, par le passé, engagé pour des politiques climatiques très ambitieuses, ce qui l'a parfois conduit à s'opposer à la Chine, aux États-Unis et à l'Union européenne (UE)⁴. Stiell a eu moins de trois mois pour préparer la COP27 et devra ensuite reprendre les chantiers laissés en plan par sa prédécesseuse, notamment la réforme de l'ONU Climat.

1. L'expression est de John Kerry, envoyé présidentiel spécial pour le climat de l'administration Biden. « John Kerry Says Glasgow COP26 Is the Last Best Hope for the World », *BBC News*, 19 octobre 2021, disponible sur : www.bbc.com.

2. Voir par exemple : T. Burelli, A. Lillo *et al.*, « We Were at COP26: It Had Mixed Results », *The Conversation*, 29 novembre 2021, disponible sur : theconversation.com.

3. « Bonn Climate Talks End with “Almost Empty Pages” », *China Dialogue*, 24 juin 2022, disponible sur : chinadialogue.net.

4. « Grenada's Simon Stiell Appointed to Lead the UN Climate Change Body », *Climate Home News*, 12 août 2022, disponible sur : www.climatechangenews.com.

Cette COP pose aussi la question des fonctions de l'ONU Climat⁵. À l'origine dédiée à l'organisation des COP, beaucoup souhaitent qu'elle se tourne vers la mise en œuvre de projets concrets⁶, sujet qui devrait être au cœur de la COP27⁷. Difficile cependant de voir comment elle pourrait obtenir des mandats, compétences et budgets clairs sur ce sujet, et surtout démontrer une valeur ajoutée par rapport à des acteurs tels que le Programme des Nations unies pour le développement, l'agence de développement allemande (GIZ), ou encore le NDC Partnership. Autre chantier potentiel, celui d'un rapprochement avec les conventions contre la désertification et celle de la biodiversité. Le sujet revient régulièrement dans les discussions entre négociateurs, les secrétariats des conventions sont invités à travailler ensemble plus souvent, sans réels résultats.

L'utilité des COP est également de plus en plus mise en question⁸. Ainsi, l'impact de l'Accord de Paris sur les trajectoires d'émission reste incertain, alors que la crise climatique s'aggrave et que la cible des 1,5 °C de réchauffement semble de plus en plus irréaliste. En outre, les nombreuses annonces faites lors ces COP, dont « personne ne se souviendra à la COP suivante », souffrent d'un manque de crédibilité⁹. Enfin, le processus semble se gripper, en raison de positions difficilement conciliables entre les pays développés, principaux émetteurs historiques et financeurs de l'aide climatique internationale, et les pays en développement, souvent plus vulnérables et demandant plus de soutien financier de la part des pays riches. Il est généralement reproché aux pays riches de se focaliser sur les questions d'atténuation, demandant aux faibles émetteurs de contribuer à l'effort, malgré leur faible empreinte carbone au détriment de l'adaptation – sujet qui devrait donc être central lors de la COP27. Rappelons que les 46 pays les moins développés de la planète abritent 14 % de la population mondiale et sont responsables d'à peine 1 % des émissions de CO₂ issues des énergies fossiles.

L'utilité des COP est de plus en plus remise en question

Les sujets qui fâchent : compensations, finance et transparence

Ces tensions devraient se cristalliser notamment autour de trois sujets : les pertes et dommages, la finance, et les marchés carbone (liés à l'article 6).

D'abord, les questions de pertes et dommages, soit « les effets négatifs de la variation du climat et du changement climatique, que les populations ne sont pas en mesure de

5. L. Hermwille, W. Obergassel *et al.*, « UNFCCC Before and After Paris: What's Necessary for an Effective Climate Regime? », *Climate Policy*, vol. 17, n° 2, 2017, p. 150-170, disponible sur : wupperinst.org.

6. N. Cogswell et N. Warszawski, « 5 Challenges the UNFCCC Must Overcome to Spur Climate Action », WRI Insights, 14 mars 2022, disponible sur www.wri.org.

7. « Egypt Says Climate Finance Must Be Top of Agenda at Cop27 Talks », *The Guardian*, 25 mai 2022, disponible sur : www.theguardian.com.

8. Voir les commentaires récents de l'une des plus célèbres critiques de ces raouts, « The Transformation of Greta Thunberg », *The Guardian*, 25 septembre 2021, disponible sur : www.theguardian.com.

9. « Wer sich jetzt besonders anstrengen muss », *Spiegel*, 13 novembre 2021, disponible sur : www.spiegel.de.

supporter ou auxquels elles ne peuvent s'adapter¹⁰ ». Plus spécifiquement, ces questions renvoient aux compensations financières visant à réparer les dommages dus au changement climatique et qui concernent les habitations, infrastructures, communautés, etc. Les montants de ces pertes pourraient s'élever à 580 milliards de dollars par an en 2030, mais les pays développés refusent d'accepter un texte qui reconnaîtrait leur responsabilité et pourrait de fait avoir des conséquences légales. Lors de la COP26, la proposition de création d'un fonds dédié n'a pas été suivie, les discussions aboutissant simplement à la mise en place d'un dialogue de deux ans (signalons que malgré la déception affichée, les observateurs se sont réjouis en coulisse de voir le sujet abordé de la sorte lors d'une COP¹¹). Les lignes pourraient cependant bouger lors de la COP27, la position du Danemark ayant par exemple évolué sur le sujet¹².

Deuxième sujet particulièrement sensible : les finances, et plus spécifiquement le soutien financier aux efforts de mise en œuvre des engagements climatiques. L'Égypte a choisi d'en faire une priorité¹³. En 2009, les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 en faveur des pays en développement pour financer leurs actions de lutte contre le changement climatique. La promesse n'a pas été

tenu : d'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2020, les aides ont atteint 83,3 milliards de dollars, soit 16,7 milliards de moins que ce qui avait été décidé¹⁴. Pire, Oxfam estime que l'aide s'élève en réalité entre 19 et 22,5 milliards de dollars (voir graphique ci-après). L'organisation non gouvernementale (ONG) critique en particulier l'inclusion de prêts dans les méthodes de calcul, mais aussi la manière dont les aides sont définies (inclusion de projets à impact climatique incertain ou

qui n'incluent le climat que de manière marginale). En outre, ces fonds sont principalement orientés vers des actions visant l'atténuation, seuls 20 milliards ont été consacrés à l'adaptation en 2019 (selon l'OCDE¹⁵). Idéalement, l'amélioration des informations sur les données disponibles devrait constituer une priorité et se traduire par une clarification de ce que l'objectif de 100 milliards de dollars signifie, ainsi que de plus grandes exigences en matière de transparence des aides¹⁶.

Les tensions se cristallisent autour de trois sujets : les pertes et dommages, la finance, et les marchés carbone

10. K. Warner et K. van der Geest, « Loss and Damage from Climate Change: Local-level Evidence from Nine Vulnerable Countries », *Int. J. Global Warming*, vol. 5, n° 4, 2013, p. 367-386, disponible sur : unu.edu.

11. « Climate Change Compensation Fight Brews Ahead of COP27 Summit », *Reuters*, 8 août 2022, disponible sur : www.reuters.com.

12. « Denmark Becomes First Country to Pay for "Loss and Damage" from Climate Change », 21 septembre 2022, disponible sur : www.euronews.com.

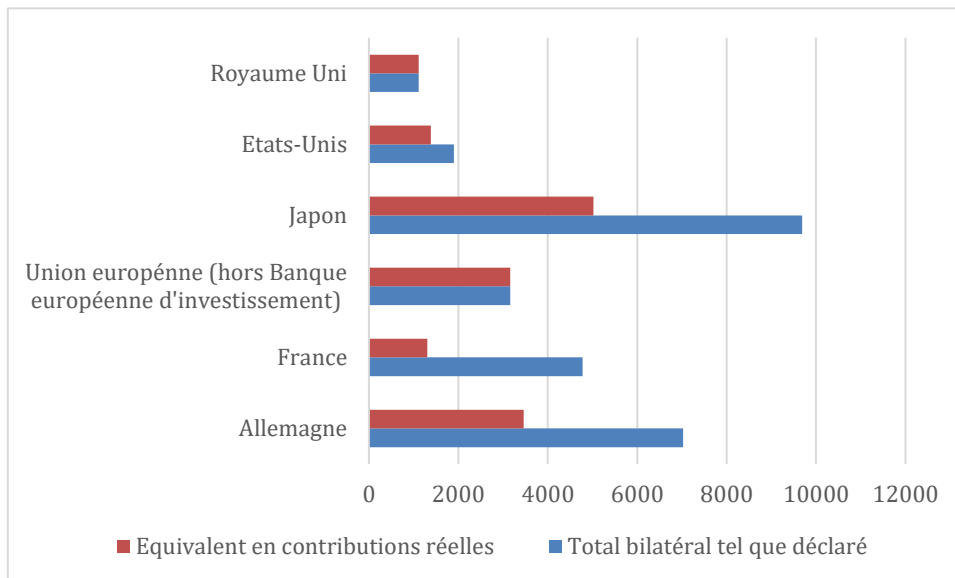
13. « Egypt Says Climate Finance Must Be Top of Agenda at Cop27 Talks », *op. cit.*

14. Voir : www.oecd.org.

15. J. Timperlez, « The Broken \$100 Billion Promise of Climate Finance – and How to Fix It », *Nature*, 20 octobre 2021, disponible sur : www.nature.com ; T. Carty, J. Kowalzig et B. Zagma, *Climate Finance Shadow Report 2020*, Oxfam, 2020, disponible sur : oxfamlibrary.openrepository.com.

16. W. P. Pauw *et al.*, « Post-2025 Climate Finance Target: How Much More and How Much Better? », *Climate Policy*, 2022, disponible sur : www.tandfonline.com.

Estimation des contributions bilatérales pour le climat telles que déclarées et équivalent en contributions réelles (2017-2018, moyenne annuelle, millions de dollars)



Source : T. Carty, J. Kowalzig et B. Zagma, Climate Finance Shadow Report 2020, *op. cit.*

Autre pierre d'achoppement, l'article 6 de l'Accord de Paris sur les marchés carbone. Si ses règles de fonctionnement ont été finalisées lors de la COP26, d'importants détails restent en suspens. Ceux-ci concernent l'alinéa 2 de l'article, à propos des exigences de transparence des données et actions, mais aussi de l'intégration ou non des marchés carbone volontaires. Certains pays comme la Chine s'opposent à des exigences de transparence trop contraignantes, alors que d'autres négociateurs et experts appellent au contraire à plus de partage de données, arguant que le « *naming and shaming* » reste le meilleur moyen de s'assurer que l'article 6.2 soit appliqué. Enfin, les discussions portent également sur l'inclusion des mécanismes liés au secteur de la forêt (REDD+, soit *Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation*), sur l'article 6.4 et la création d'un organisme de supervision et sur le devenir des mécanismes de développement propre hérités du Protocole de Kyoto. Les négociations, en particulier sur la question des transparences s'annoncent difficiles. Leur conclusion reste cependant nécessaire pour que l'article 6 soit mis en œuvre dans son intégralité¹⁷.

17. « Article 6 Raises Questions at Bonn Conference », Argus Media, 15 juin 2022, disponible sur : www.argusmedia.com.

Gaz et transition énergétique

Lors de la COP26, de difficiles discussions avaient porté sur l'inclusion des énergies fossiles dans le texte final et la nécessité d'arrêter de les soutenir¹⁸. La situation internationale a cependant beaucoup évolué depuis, notamment avec le spectre de la crise énergétique. Des États européens ont validé le recours au charbon comme source d'appoint et la construction de nouvelles infrastructures d'importation de gaz, sans pour autant remettre en cause leurs objectifs de décarbonation. Il est admis que ces recours aux énergies fossiles, s'ils restent limités en capacité et dans le temps, ne devraient avoir qu'un effet très marginal sur les émissions et ne pas remettre en cause les trajectoires de décarbonation¹⁹ – fait confirmé par les fuites sur le rehaussement de l'ambition de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) européenne, en vue d'une soumission avant ou pendant la COP27²⁰. Cela n'a pas empêché les Nations unies d'appeler l'UE à ne pas oublier sa transition énergétique²¹. La crise de l'énergie s'est d'ailleurs invitée aux négociations de juin 2022 à Bonn : un nouveau programme de travail sur l'atténuation y a été mis en place. Parmi les questions abordées, celles du statut de la Chine et d'autres pays émergents (les États-Unis poussent – en vain – pour que Pékin, deuxième plus gros émetteur de l'histoire²², soit considéré comme tel), de la durée du programme ou de la pertinence d'objectifs sectoriels pouvant être inclus dans les CDN. Aucune avancée n'a cependant été enregistrée²³.

Comment ces interrogations vont-elles ressortir lors des négociations ? La question reste ouverte, d'autant plus que l'Égypte et de nombreux pays africains soutiennent l'utilisation du gaz. Ainsi, Le Caire utilise à la fois les énergies fossiles et renouvelables comme piliers de son développement et de sa diplomatie. L'Égypte a été saluée pour ses mesures ambitieuses, en particulier d'amélioration de son réseau électrique et de développement de ses capacités en matière d'énergies renouvelables²⁴. Elle s'est aussi engagée en juin 2022 à réduire ses émissions de méthane, adhérant à l'initiative du Global Methane Pledge lancée lors de la COP26²⁵. Dans le même temps, en 2019, les énergies

18. « COP26 Climate Deal Includes Historic Reference to Fossil Fuels But Doesn't Meet Urgency of the Crisis », *CNN*, 13 novembre 2021, disponible sur : [cnn.com](https://www.cnn.com).

19. F. Birol, « Three Myths about the Global Energy Crisis », *The Financial Times*, 6 septembre 2022, disponible sur : www.ft.com ; S. Brown, « Coal Is Not Making a Comeback: Europe Plans Limited Increase », *Insights, Ember*, 13 juillet 2022, disponible sur : ember-climate.org.

20. « EU Plans to Upgrade Its Paris Agreement Climate Target – Document », *Reuters*, 19 septembre 2022, disponible sur : www.reuters.com.

21. « UN to EU: Don't Backtrack on Climate Goals amid Energy Pinch », *The Washington Post*, 12 septembre 2022, disponible sur : www.washingtonpost.com.

22. « Analysis: Which Countries Are Historically Responsible for Climate Change? », *Carbon Brief*, 5 octobre 2021, disponible sur : www.carbonbrief.org.

23. « China Rejects "Major Emitter" Label in Talks to Step Up Climate Action », *Climate Home News*, 15 juin 2022, disponible sur : www.climatechangenews.com.

24. « Egypt-Country Commercial Guide: Electricity and Renewable Energy », US International Trade Administration, mise à jour du 8 août 2022, disponible sur : www.trade.gov.

25. « Sisi: Egypt Joins Global Methane Pledge, Will Enhance Efforts to Reduce Methane Emissions », *Egypt Today*, 18 juin 2022, disponible sur : www.egypttoday.com.

fossiles représentaient 90 % du mix énergétique national²⁶. L'Égypte est aussi l'un des très rares pays à ne pas avoir mis à jour sa CDN lors de la COP26, ne la soumettant qu'en 2022²⁷. Le Caire joint aussi sa voix à d'autres pays africains exportateurs de gaz, notamment le Sénégal, pour qui le gaz naturel doit jouer un rôle clé dans la transition énergétique. L'Égypte compte ainsi développer de concert ses capacités en énergies renouvelables et en gaz, et jouer un rôle de plateforme pour l'électricité en développant des interconnexions avec l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Autre chantier important, l'hydrogène : l'Égypte prévoit de lancer une stratégie nationale pour développer ce vecteur énergétique. Enfin, les solutions de capture et séquestration de CO₂ devraient être mises en avant.

Les intérêts de l'UE sont liés à ceux de l'Égypte. Bruxelles cherche ainsi à renforcer sa coopération avec l'Égypte dans le contexte de sa crise énergétique. Une coopération étroite est prévue, principalement sur les sujets du gaz et de l'hydrogène où un nouvel accord a été signé en avril 2022²⁸. À noter que les Émirats arabes unis, hôtes de la COP28 en 2023, ont un profil similaire et pourraient fort adopter des positions proches de celle de l'Égypte. On peut s'attendre que les négociateurs américains, forts du plan climat voté de justesse au Congrès en août (et faisant partie de l'*Inflation Reduction Act*), soient également alignés sur ces sujets. Il est cependant probable que les résultats des élections de mi-mandat (se tenant le 8 novembre, soit deux jours après le début de la COP) vont capter l'attention des négociateurs et possiblement influencer leurs positions. Notons enfin que la rupture des échanges avec la Chine sur les sujets climat, malgré l'annonce d'une nouvelle coopération lors de la COP26, signifie que les deux principaux émetteurs de la planète n'ont pas été capables de mettre de côté leurs différences pour travailler ensemble sur le climat. Cela pourrait inciter d'autres pays à réduire leurs ambitions²⁹.

Du côté des pays en développement et émergents, les pays africains espèrent jouer un rôle important et être soutenus par l'Égypte. Les compensations évoquées plus haut font partie des principales attentes, le continent insistant sur le fait qu'il ne représente que 12 % des besoins estimés en matière de finance climat, malgré une empreinte carbone réduite et d'importants dommages liés au changement climatique³⁰. Autre sujet prioritaire, l'exploitation du gaz. À ce titre, un pays comme le Sénégal, qui préside actuellement l'Union africaine et qui est courtisé par l'Europe pour son gaz, semble en

Les pays africains
espèrent jouer un rôle
important et être soutenus
par l'Égypte

26. « Egypt », Ember, disponible sur : ember-climate.org.

27. *Egypt's First Updated Nationally Determined Contributions*, Gouvernement égyptien, 8 juin 2022, disponible sur : unfccc.int.

28. « EU Strengthens Climate and Energy Cooperation with Egypt in the View of COP27 », Commission européenne, 11 avril 2022, disponible sur : ec.europa.eu.

29. « The Implication of the US and China Suspending Climate Cooperation », *The China Dialogue*, Roundtable, 23 août 2022, disponible sur : chinadialogue.net.

30. « African Leaders Aim to Put Climate Finance Top of COP27 Agenda », *News24*, 13 septembre 2022, disponible sur : www.news24.com.

accord complet avec l'Égypte, plaçant l'exploitation des ressources gazières au même niveau que la finance³¹. Certains responsables ne manquent d'ailleurs pas de souligner l'ironie de la situation, les Européens demandant du gaz à leur pays alors qu'ils soutenaient l'abandon des énergies fossiles à Glasgow³². *A priori*, les économies émergentes, la plupart étant rassemblées dans le *Like-Minded Group of Developing Countries*, devraient également soutenir ces demandes. Il semble probable que les petits États insulaires en développement (PEID) appellent à plus d'ambitions, arguant de leur extrême vulnérabilité. La présence de Simon Stiell à la tête de l'ONU Climat pourrait constituer un atout pour eux.

Enfin, la question des transitions énergétiques devrait aussi être abordée dans le cadre de l'aide au développement. L'un des succès de Glasgow aura ainsi été l'annonce du Just Energy Transition Partnership, une alliance entre les grands bailleurs de fonds occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne et UE), visant à accorder

8,5 milliards de dollars de prêts à des taux préférentiels à l'Afrique du Sud dans les cinq années à venir. L'objectif est d'aider le pays à sortir du charbon et à honorer ses engagements climatiques, tout en s'assurant que la transition s'accompagne d'une reconversion pour les travailleurs de l'industrie du charbon et du développement de capacités dans les renouvelables³³. Beaucoup s'attendent à d'autres programmes de ce type, par exemple en Indonésie ou au Vietnam. Des discussions auraient

aussi lieu avec le Sénégal. Cependant, il semblerait que le programme mette du temps à se mettre en place en Afrique du Sud et accuse certains retards³⁴. La Banque asiatique de développement travaille sur la mise en place d'un mécanisme similaire. En Asie, Singapour entend se positionner comme acteur clé de l'essor de la finance verte.

La COP27 risque d'être moins inclusive

La participation de la société civile

Alors que les précédentes COP avaient vu une très forte participation de la société civile, notamment marquée par les succès médiatiques de Greta Thunberg, la COP27 risque d'être moins inclusive, pour plusieurs raisons. D'abord, les ONG étrangères pourraient avoir des problèmes de visa et les militants égyptiens feraient face à la répression du gouvernement³⁵. Des associations locales se sont déjà plaintes d'être exclues³⁶. Autre motif d'exclusion, le prix du logement. Un minimum de 500 dollars aurait été imposé pour le

31. « H.E. President Macky Sall Opens MSGBC Oil, Gas, & Power 2022 », *African Business*, 2 septembre 2022, disponible sur : african.business.

32. « Senegal Sees Opportunity and “Hypocrisy” in Europe’s Search for Gas », *Washington Post*, 13 mai 2022, disponible sur : www.washingtonpost.com.

33. N. Kumleben, « South Africa’s Coal Deal Is a New Model for Climate Progress », *Foreign Policy*, 12 novembre 2021, disponible sur : foreignpolicy.com.

34. Discussions personnelles avec des acteurs du développement.

35. « “It’s a Sham”: Egypt Accused of Restricting Protest in Run-up to Cop27 », *The Guardian*, 29 juin 2022, disponible sur : www.theguardian.com.

36. « Egyptian NGOs Complain of Being Shut Out of Cop27 Climate Summit », *The Guardian*, 24 août 2022, disponible sur : www.theguardian.com.

prix d'une chambre d'hôtel, somme qui risque de poser problème pour les délégations des pays en développement, ainsi que pour les ONG³⁷. Certains ont vu leurs réservations annulées par l'hôtel et leur chambre reproposée en ligne à un prix trois fois plus élevé, d'autres se sont vu demander 100 dollars supplémentaires par chambre et par nuit, plusieurs mois après avoir réservé et payé leur séjour³⁸.

Autre question ouverte, celle de la participation du secteur privé. Depuis la COP21, les présidents de COP nomment des *high-level champions* dont le rôle est notamment de mobiliser les actions des acteurs non gouvernementaux. Ces champions ont vu leur rôle croître ces dernières années et disposent désormais d'une équipe pilotant différentes initiatives, notamment la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ), dont l'objectif de mobiliser le secteur financier. Cette équipe a été activement menée par Nigel Topping, un habitué du secteur, qui était devenu, avec le président de la COP Alok Sharma, l'un des visages de la COP26. La succession sera difficile pour le Dr. Mahmoud Mohieldin, le champion de l'Égypte.

De la COP27 à la COP15

Contrairement au Royaume-Uni pour la COP26, l'Égypte semble chercher à modérer les attentes de la communauté climatique internationale. Les enjeux de la COP27 n'en sont pas moins considérables : hausse des contributions financières des pays riches et accord sur des critères pour mieux les définir, accélération des efforts de mise en œuvre, mise en avant et meilleure définition de l'adaptation et des indicateurs pour la mesurer et, probablement et implicitement, clarification du rôle du gaz dans la transition. Cette COP jouera aussi un rôle dans la préparation du *Global Stocktake* devant se dérouler en 2023 et qui doit identifier les efforts encore nécessaires pour parvenir à l'Accord de Paris. La tâche s'annonce ardue, en particulier dans le contexte de crise énergétique, d'inflation galopante et de perspectives économiques revues à la baisse, qui s'ajoutent aux tensions internationales entre les grands émetteurs et les inconnues liées à la guerre en Ukraine.

Cette fin d'année sera marquée par la tenue d'une autre COP, la COP15 sur la biodiversité

Enfin, il ne faudrait pas oublier que cette fin d'année sera marquée par la tenue d'une autre COP, la COP15 sur la biodiversité, organisée à Montréal mais présidée par la Chine, par la Convention des Nations unies sur la biodiversité biologique (CBD). L'objectif est la mise en place d'un cadre global de biodiversité (*Global biodiversity framework*) pour dix ans et de cibles pour 2050, avec l'extension de zones protégées (soit le « 30x30 », 30 % des surfaces terrestres et maritimes devant être protégées d'ici à 2030), la fin de subventions néfastes pour la nature et la réduction de la pollution. Il semblerait qu'un

37. « Activists Raise Inclusivity Concerns for Cop27 as Egypt Hikes Hotel Prices », *Climate Home News*, 24 février 2022, disponible sur : www.climatechangenews.com.

38. La première anecdote vient de la newsletter de *Carbon Pulse* du 12 septembre 2022, la seconde est personnelle.

accord global sur la biodiversité soit envisageable à l'issue de cette COP³⁹. Si tel devait être le cas, il faut probablement s'attendre à ce que la COP15 vole la vedette à une COP27 qui s'annonce difficile.

Thibaud Voïta est chercheur associé au Centre Énergie & Climat de l'Ifri et spécialiste des politiques climatiques et de la coopération internationale sur le climat.

Comment citer cette publication :

Thibaud Voïta, « COP27 : l'Égypte peut-elle donner un nouveau souffle aux conférences climat ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 octobre 2022.

ISBN : 979-10-373-0609-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © Fokke Baarssen/Shutterstock.com

39. « It Is 100 Days until Cop15 – and the Omens Are Good for Global Plan to Protect Nature », *The Guardian*, 30 août 2022, disponible sur : www.theguardian.com.



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

